

**AVENANT N°3**  
**A L'ACCORD - CADRE RELATIF AU DROIT SYNDICAL ET AUX INSTITUTIONS**  
**REPRESENTATIVES DU PERSONNEL, A L'EMPLOI ET A LA GESTION DES RESSOURCES**  
**HUMAINES, A LA FORMATION, A L'AMENAGEMENT ET A L'ORGANISATION DU TEMPS DE**  
**TRAVAIL**

**ENTRE :**

D'une part,

La Société TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE S.A.S. (T.M.M.F.), désignée ci-après  
comme l'Entreprise, représentée par Monsieur Makoto Sano, Président

**ET**

D'autre part.

Les Organisations Syndicales représentées par les Délégués Syndicaux,

MS

60 DB L.A  
FD MSM  
1 DB TD

## SOMMAIRE

<b>Préambule</b>	Page 3
<b>Article 1 Traitement des compteurs négatifs 2008</b>	Pages 4-5
<b>Article 2 Aménagement du temps de travail aux fluctuations de la demande tout en garantissant un gain rapide au travail supplémentaire des membres</b>	Page 5
<u>Le compteur collectif HZC</u>	Page 6
1) Incrémentation du compteur HZC	Page 6
2) Décrémentation du compteur HZC durant l'année	Page 6
3) Utilisation du compteur HZC en fin d'année	Pages 6-7
<u>Le compteur individuel HZI</u>	Page 7
1) Incrémentation du compteur HZI	Page 7
2) Décrémentation du compteur HZI durant l'année	Page 7
3) Utilisation du compteur HZI en fin d'année	Page 8
<u>Dispositions particulières pour les « Toyota Members » ayant une faible possibilité d'effectuer des heures excédentaires</u>	Page 8
<u>Dispositions particulières pour les « Toyota Members » des Départements Maintenance VSD et SDL</u>	Page 8
<u>Management des compteurs</u>	Page 8
<u>Transition entre les anciens compteurs HZ et les nouveaux compteurs HZI et HZC</u>	Page 9
<u>Droit Individuel à la Formation et impact sur le compteur HZC</u>	Pages 9-10
<b>Article 3 Temps de travail et Règles relatives au recours et à l'indemnisation du chômage partiel</b>	Page 10
<u>Temps de travail</u>	Page 10
<u>Règles relatives au recours et à l'indemnisation du chômage partiel</u>	Pages 10-11-12
<b>Article 4 Heures excédentaires en fin de poste</b>	Pages 12-13
<b>Article 5 Compte –épargne- temps</b>	Page 13
<b>Article 6 Cinquième semaine de congés payés</b>	Page 14
<b>Article 7 Champ et Date d'application de l'accord</b>	Page 14
<b>Article 8 Commission de suivi de l'avenant</b>	Page 14
<b>Article 9 Effets de l'avenant</b>	Page 15
<b>Article 10 Durée de l'avenant</b>	Page 15
<b>Article 11 Dénonciation de l'avenant</b>	Page 15
<b>Article 12 Publicité de l'avenant</b>	Page 15
<b>Annexes</b>	Pages 17-25

DB  
MSA L.W  
2 DB MD

GD FD

MS

**AVENANT N°3 A L'ACCORD - CADRE RELATIF AU DROIT SYNDICAL ET AUX INSTITUTIONS  
REPRESENTATIVES DU PERSONNEL, A L'EMPLOI ET A LA GESTION DES RESSOURCES  
HUMAINES, A LA FORMATION, A L'AMENAGEMENT ET A L'ORGANISATION DU TEMPS DE  
TRAVAIL**

**PREAMBULE**

Comme la Direction de T.M.M.F s'y était engagée en juin 2009, lors de la signature de l'avenant N°2 à l'accord d'entreprise, les Organisations syndicales ont été réunies dès le début du mois de septembre 2009 afin d'ouvrir des négociations sur l'Aménagement du Temps de Travail.

Ces négociations ont pour objectif principal :

- d'adapter les dispositions relatives à l'Aménagement du temps de travail figurant dans l'accord d'entreprise d'origine et ses avenants, aux évolutions de l'entreprise et au changement de situation économique.
- d'éviter de revivre la situation que les Toyota members et l'entreprise ont connu en fin d'année 2008 et au début de l'année 2009, en particulier la gestion des compteurs.
- de parvenir à un accord permettant :
  - en conjoncture basse, d'être capable de gérer les compteurs et d'avoir défini des règles de recours et d'indemnisation du chômage partiel clarifiées
  - en conjoncture haute, de garantir aux Toyota Members une reconnaissance rapide en temps et en argent de leur travail
- d'assurer la pérennité du site, des emplois et des salaires.

Ces négociations se sont déroulées au travers de quatre réunions qui se sont tenues les 03, 10, 17 et 24 septembre 2009.

Au cours de la réunion du 03 septembre 2009 (réunion introductive), les thèmes de la négociation et le planning des réunions ont été validés par l'ensemble des organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et FO):

- la gestion des compteurs négatifs au titre des années 2008 et 2009 (10/09/2009)
- l'adaptation du temps de travail aux fluctuations de la demande tout en garantissant un gain rapide au travail supplémentaire des members (17/09/2009)
- le temps de travail et les modalités de mise en œuvre du chômage partiel (24/09/2009).

Un rappel de l'historique social de T.M.M.F a également été effectué par la Direction de T.M.M.F, relatant notamment le recours au chômage partiel en 2009 et la signature de l'avenant N°2 à l'accord d'entreprise en date du 03 juin 2009 prévoyant, en substance, une majoration des séances de travail planifiées un samedi ou un dimanche.

L'agenda social du second semestre 2009 a enfin été décliné à l'ensemble des organisations syndicales : Aménagement du temps de travail en septembre ; Intéressement en octobre ; Emploi des seniors en novembre ; Négociations annuelles obligatoires en décembre.

Des réunions complémentaires de négociation se sont déroulées :

- le 06 octobre 2009 afin de présenter la synthèse de la proposition de l'entreprise et de recueillir les réactions de l'ensemble des Organisations Syndicales

145

6D

FD

DB L.V  
3 DB TD  
MSA

- le 07 octobre 2009 afin de répondre aux dernières demandes des Organisations Syndicales
- le 08 octobre 2009 pour présenter et remettre le projet d'avenant.

Vu l'avis du Comité d'Entreprise qui se décompose de la manière suivante :

7 avis favorables-2 avis défavorables-1 abstention

Il a été convenu entre les parties de modifier ce qui suit:

**Article 1 Traitement des compteurs négatifs 2008 :**

Article 7-2 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié)-Compte de suivi annuel

Jusqu'ici les temps effectifs de travail effectués par le « Toyota member » sur l'année civile étaient comptabilisés sur un compte de suivi annuel appelé plus communément « Compteur HZ ».

Ce compte de suivi annuel était incrémenté :

- par le rattrapage de production quotidien (pour les équipes de 2x7 ; pour l'équipe de nuit) auquel s'appliquent des majorations de 25 % ou de 50% (en fonction si le rattrapage est planifié ou non) payées à la fin de l'année si le compteur de suivi annuel est positif.
- des jours additionnels de production auxquels s'applique une majoration de 25% payée au mois ou placée dans le CET ou dans le compteur de suivi annuel (avenant N°2 du 03 juin 2009).

Ce compte de suivi annuel (Compteur HZ) pouvait être utilisé :

- à titre individuel (jours ou heures pour convenance personnelle)
- à titre collectif (événements fournisseurs ou externes, événements internes à l'entreprise, baisse de volume).

En fin d'année civile, lorsque ce compte de suivi annuel était positif, le « Toyota Member » pouvait au choix :

- demander le paiement des heures et des majorations (50% puis 25%)
- placer les heures et majorations non utilisées en repos (25%) sur le compte-épargne -temps ou sur le RCR.

Par avenant en date du 11 mars 2005, l'article 7-2-2-3 sur l'utilisation de ce compte avait été complété de la manière suivante :

*« En fin d'année, lorsqu'il est constaté un débit du compte de suivi annuel, celui-ci peut dans la limite de 70 heures (soit 10 jours) maximum, être reporté d'une année sur l'autre.*

*Par ailleurs, le débit du compte de suivi annuel pourra faire l'objet d'un report pluriannuel, également plafonné à 70 heures (soit 10 jours) maximum.*

Cet aménagement permet :

- d'éviter la régularisation sous forme de retenue de salaire en cas de solde négatif en fin d'année.
- de limiter, voire d'éviter le recours à l'indemnisation au titre du chômage partiel.

MS

60 FD DB 2.4 4 DB 15.1 TD

Toutefois, le « Toyota Member » peut demander, à l'issue de la période d'annualisation, une régularisation de son compte de suivi annuel sur la paie de Janvier, pour la partie éventuelle excédent 35 heures (ou 5 jours). Le taux horaire appliqué sera celui du mois de décembre de l'année écoulée.

Dans l'hypothèse d'un report pluriannuel et en cas de départ du « Toyota Member », pour quelque motif que ce soit, le taux horaire en vigueur au moment du départ sera appliqué. »

Sur la base de l'application des dispositions énoncées précédemment, un certain nombre de limites du système existant sont apparues, mettant en avant la nécessité d'adapter le contenu de l'accord actuel sur ce point, à la situation à laquelle l'entreprise doit faire face.

Il a donc été décidé ce qui suit :

A fin d'année 2008, la part du négatif du compte de suivi annuel au-delà de moins 70 heures sera re-créditée et donc prise en charge par l'entreprise (cf exemples en **Annexe 1**).

Cette disposition entrera en application après la signature et dès le jour qui suit le respect des formalités de dépôt.

## Article 2 Aménagement du temps de travail aux fluctuations de la demande tout en garantissant un gain rapide au travail supplémentaire des members

### Article 7-2-1 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié) Principe de fonctionnement

Afin de clarifier l'usage à titre individuel et à titre collectif du compte de suivi annuel « compteur HZ », il est créé 2 compteurs distincts : un compteur collectif dénommé « compteur HZC » et un compteur individuel dénommé « compteur HZI ».

Il est précisé :

- que le compteur HZI est utilisé exclusivement par le « Toyota Member »
- que le compteur HZC est utilisé par l'entreprise dans un cadre collectif.

Un compteur CETC accueillant, en fin d'année, le solde négatif du compteur HZC est également mis en place.

### Article 7-2-2 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié) Alimentation

Les 2 compteurs « HZC et HZI » sont incrémentés chacun par :

- les heures excédentaires quotidiennes dites « overtime » (pour les équipes de 2x7 ; pour l'équipe de nuit) auxquelles s'appliquent des majorations de 50%
- les jours additionnels de production auxquels s'applique une majoration de 25% payée au mois ou placée dans le CET ou dans le compteur de suivi annuel (poursuite de l'avenant N°2 du 03 juin 2009).
- les rattrapages de production le samedi ou le dimanche auxquels s'appliquent des majorations de 25% (samedi planifié) ou de 40% (samedi de rattrapage suite à un problème fournisseur (ex : rupture d'approvisionnement...), événement interne (pannes...), événement externe (météo...) générant l'arrêt du site et donnant recours à l'utilisation du compteur HZC).

DB  
L74  
5 DB  
MS4  
FD  
6D  
11D

• Le compteur collectif « HZC » :

1) Incrémentation du compteur HZC

Si la somme des compteurs HZC et CETC est négative, ce compteur pourra être incrémenté dans une limite de 35 heures maximum par 50% des heures effectuées au titre des heures excédentaires quotidiennes, des jours additionnels de production et des rattrapages de production le samedi ou le dimanche.

Les majorations des heures excédentaires quotidiennes, des jours additionnels de production et des rattrapages de production le samedi ou le dimanche ne peuvent incrémenter ce compteur.

Au-delà de 35 heures, les heures alimenteront le compteur HZI.

2) Décrémentation du compteur HZC durant l'année

Ce compteur pourra être décrémenté dans la limite de moins 35 heures maximum.

Au-delà de moins 35 heures, les dispositions de l'article 3 relatives au chômage partiel seront appliquées.

Le compteur collectif (HZC) pourra être utilisé, durant l'année, à titre collectif pour : les problèmes fournisseur (ex : rupture d'approvisionnement...), évènement interne (pannes...), évènement externe (météo...), actions de formation du plan de formation nécessitant le co-investissement du DIF.

La baisse de volume est exclue de l'utilisation du compteur HZC durant l'année.

3) Utilisation du compteur HZC en fin d'année

> Si en fin d'année, un solde positif du compteur HZC apparaît mais que le compteur CETC est négatif, ce solde positif aura pour objet de combler le négatif du compteur CETC.

2 jours (ou 14H) maximum prélevés sur le compteur du choix du « Toyota Member » (RCR (repos compensateur de remplacement) , HZI, CET (compte épargne temps) et Congés Payés) seront affectés, au moment jugé le plus opportun par le « Toyota Member », sur le compteur CETC afin de combler également le négatif du compteur CETC (cf Equivalence jours-heures **Annexe 2** ).

Un formulaire sera remis au « Toyota Member » au début de chaque année, afin que celui-ci puisse valider son choix.

Le « Toyota Member » qui le souhaite pourra cependant affecter plus de 14H sur le CETC.

> Si en fin d'année, un solde négatif du compteur HZC apparaît (dans la limite de moins 35 heures maximum), celui-ci est transféré dans le compteur CETC dont le débit ne pourra aller au-delà de moins 70 heures maximum.

Par ailleurs, le solde négatif du compteur CETC pourra faire l'objet d'un report annuel et pluriannuel, plafonné à 70 heures (soit 10 jours) maximum.

Au-delà de moins 70 heures, le compteur CETC sera re-crédité et donc pris en charge par l'entreprise.

Cf exemples en **Annexe 3**

MS  
JB  
69 FD 6 DB 15H  
L.A  
TD



> En cas de cessation du contrat, pour quelque cause personnelle que ce soit, le solde négatif cumulé des compteurs HZC et CETC sera repris au moment du solde de tout compte, dans la limite maximum de moins 35 heures. Aucune reprise du solde négatif cumulé des compteurs HZC et CETC ne sera effectuée pour les ruptures de contrat de travail pour inaptitude d'origine professionnelle.

La mise en place du compteur CETC est la solution, qui à ce jour, permet de maintenir le salaire du « Toyota Member ». L'entreprise s'engage à revoir les dispositions sur le CETC en fonction de l'évolution jurisprudentielle. Les Organisations Syndicales signataires pourront solliciter l'entreprise à cette fin : cette dernière s'engageant à ré-ouvrir des négociations avec les Organisations Syndicales sur ce point.

• Le compteur individuel « HZI » :

1) Incrémentation du compteur HZI

Ce compteur pourra être incrémenté dans une limite de 140 heures et ne pourra en aucun cas être en négatif.

Lorsque le compteur « HZI » est incrémenté à son maximum ( soit 140 heures), les heures excédentaires quotidiennes ou les jours additionnels de production ou les rattrapages de production le samedi ou le dimanche effectués basculent automatiquement , au choix du « Toyota Member » dans le compteur HZC, soit dans le CET ou peuvent être payées.

> Si la somme des compteurs HZC et CETC est à 0 ou en positif, le compteur HZI sera incrémenté :

- par la totalité des majorations de 50% des heures excédentaires quotidiennes, de 25% les jours additionnels de production, de 25 ou de 40% des rattrapages de production le samedi ou le dimanche, qui seront créditées, au choix du « Toyota Member » en temps ou en argent au mois le mois.

- par la totalité des heures effectuées au titre des heures excédentaires quotidiennes, des jours additionnels de production et des rattrapages de production du samedi ou du dimanche ,qui seront créditées, au choix du « Toyota Member » en temps ou en argent au mois le mois.

> Si la somme des compteurs HZC et CETC est en négatif, le compteur HZI sera incrémenté :

- par la totalité des majorations de 50% des heures excédentaires quotidiennes, de 25% les jours additionnels de production, de 25 ou de 40% des rattrapages de production le samedi ou le dimanche , qui seront créditées, au choix du « Toyota Member » en temps ou en argent au mois le mois.

- par 50% des heures effectuées au titre des heures excédentaires quotidiennes, des jours additionnels de production et des rattrapages de production du samedi ou du dimanche qui seront créditées, au choix du « Toyota Member » en temps ou en argent au mois le mois.

2) Décrémentation du compteur HZI durant l'année

Le compteur individuel HZI pourra être utilisé, durant l'année :

- sous forme de temps et donc à titre personnel par le « Toyota Member » : prise de congés individuels, retards/départs anticipés personnels avec l'accord de la hiérarchie

- ou être payé au mois le mois.

En aucun cas, il ne sera fait d'avances en temps ou en argent sur ce compteur.

MS

6D  
FD  
DB  
L.H  
MSM  
TD

### 3) Utilisation du compteur HZI en fin d'année

En fin d'année, le solde positif du compteur HZI, non utilisé en temps ou en argent durant l'année, pourra être reporté dans le compte-épargne-temps, dans le CETC dans la limite des heures en négatif sur ce compteur, dans le RCR et/ou payé en argent.

Aucune majoration spécifique du compteur HZI ne sera versée, en fin d'année.

Ces dispositions seront applicables dès la mise en place des outils de gestion relatifs à l'aménagement du temps de travail, soit le 01 janvier 2010.

Cf exemples en **Annexe 4**.

#### • Dispositions particulières pour les « Toyota Members » ayant une faible possibilité d'effectuer des heures excédentaires :

Par le suivi régulier des compteurs collectifs, le management d'atelier proposera dans la mesure du possible des activités supplémentaires permettant d'incrémenter les compteurs en priorité à des Toyota members qui n'en ont pas structurellement la capacité ( General Store, Equipes Kaizen, Equipes Projet...). Ces Toyota Members seront prioritaires pour être maintenus dans l'entreprise en cas de fermeture, afin d'effectuer toute activité nécessaire à l'entreprise.

#### • Dispositions particulières pour les « Toyota Members » des départements Maintenance, VSD et SDL

> Cycle de rotation de 9 semaines en Maintenance :

Dans le cadre du cycle de rotation sur 9 semaines de la maintenance, le temps de travail effectif peut être supérieur ou inférieur à l'horaire quotidien ou hebdomadaire en vigueur dans l'entreprise (7h de temps de travail effectif par jour / 35h de temps de travail effectif par semaine). Ainsi, toute heure excédant l'horaire en vigueur dans l'entreprise incrémentera le compteur HZC. Toute heure inférieure à l'horaire en vigueur dans l'entreprise et toute journée de récupération du cycle décrémenteront le compteur HZC.

Les heures excédentaires incrémenteront les compteurs HZC et HZI dans les mêmes conditions que celles énoncées précédemment pour les dits compteurs.

Les repos pris décrémenteront les compteurs HZC et HZI dans les mêmes conditions que celles énoncées précédemment pour les dits compteurs.

> Maintenance VSD/SDL

Pour les « Toyota Members Maintenance VSD ou SDL », le temps de travail supérieur à 29h15 minutes alimente les compteurs HZI et HZC dans les mêmes conditions que les heures excédentaires des « Toyota Members » de production.

#### • Management des compteurs :

L'entreprise se dotera de moyens techniques de suivi des compteurs (seuil d'alerte) afin de permettre au management des ateliers de proposer aux Toyota Members des solutions de remontées des compteurs en situation négative ( volontariat, heures supplémentaires individuelles ...).

MS

GD  
FD 8 DB  
15/11 20  
JR L.A



• Transition entre les anciens compteurs HZ et les nouveaux compteurs HZI et HZC

Si au 31/12/2009, le solde du compteur HZ est positif, le « Toyota Member » aura la possibilité de demander le paiement ou de placer les heures supplémentaires et les majorations afférentes sur le compte-épargne-temps ou le RCR.

Si au 31/12/2009, le solde du compteur HZ est négatif, ce solde sera transféré dans le compteur CETC.

Le « Toyota Member » débute ainsi l'année 2010 avec des compteurs HZC et HZI en équilibre. Dès la 1<sup>ère</sup> heure excédentaire effectuée, le compteur HZI est ainsi crédité.

• Droit Individuel à la Formation et Impact sur le compteur HZC

Suivant les dispositions contenues dans les articles 2.1.1.2 -2.1.1.3 et 4 de l'accord du 09 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle, les actions de formation liées à la prévention, l'acquisition, l'entretien ou le perfectionnement des compétences (formation de type 2) et les actions de formation qualifiantes (formation de type 3) sont réalisables :

- pour partie pendant le temps de travail.
- pour partie hors temps de travail.

> 10% de la durée de ces actions de formation sont considérées comme du temps de travail effectif ;  
L'intégralité de la rémunération du « Toyota Member » étant alors maintenue.

> Pour les 90% du temps restant, les actions de formation sont considérées hors temps de travail effectif dans la limite :

- pour les salariés en heures, de 49 heures (actions de type 2) ou 70 heures (action de type 3)
- pour les salariés en jours, de 4 jours (actions de type 2) ou de 8 jours (action de type 3).

Les actions de formation ayant pour objet le développement des compétences peuvent se dérouler hors du temps de travail effectif dans la limite de 70 heures par an pour les salariés en heures ou de 8 jours pour les Toyota Members en jours (article 4 de l'accord du 09 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle).

En conjoncture basse, ce dispositif constitue un frein au développement des « Toyota Members » puisque le départ en formation fragilise le « Toyota Member » à travers son compteur HZ. Cette situation est en incohérence avec la volonté de l'entreprise de développer les « Toyota Members ».

Il a donc été convenu entre les parties que :

50% de la durée de ces actions de formation seront désormais considérées comme du temps de travail effectif ; l'intégralité de la rémunération du « Toyota Member » étant alors maintenue.

Pour les 50% du temps restant, les actions de formation seront considérées hors temps de travail effectif dans la limite :

- pour les salariés en heures, de 14 heures (actions de type 2 et 3)
- pour les salariés en jours, de 2 jours (actions de type 2 et 3).

Au-delà de cette limite, les actions de formation seront considérées comme du temps de travail effectif.

MS

60 10 9 36 1154 88 C.M. FLD

Les actions de formation ayant pour objet le développement des compétences peuvent se dérouler hors du temps de travail effectif dans la limite de 14 heures par an pour les salariés en heures ou de 2 jours pour les Toyota Members en jours (article 4 modifié de l'accord du 09 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle).

Les heures de formation du plan nécessitant le co-investissement du DIF impacteront le compteur HZC. Les heures de formation répondant à une attente personnelle du « Toyota member » impacteront quant à elles le compteur HZI.

Le co-investissement du DIF est applicable sur la partie théorique des formations du plan ; La partie pratique restant considérée comme du temps de travail effectif.

La liste des formations avec la distinction des parties théoriques et pratiques sera présentée au Comité d'Entreprise.

Ces dispositions seront applicables dès le 01 janvier 2010.

Les dispositions énoncées ci-dessus relatives au Droit Individuel à la formation seront intégrées ultérieurement par le biais d'un avenant à l'accord du 09 décembre 2005 relatif à la formation professionnelle, lorsque des modifications d'importance devront être apportées à cet accord.

### Article 3 Temps de travail et Règles relatives au recours et à l'indemnisation du chômage partiel

#### • Temps de travail :

La notion de « Temps de travail » figurant parmi les thèmes que les organisations syndicales souhaitent voir aborder, une étude sur la faisabilité d'une modification de la durée des inter-postes entre les équipes a été effectuée.

Celle-ci ayant trouvé une issue favorable, la modification de la durée des inter-postes entre les équipes a été présentée aux organisations syndicales et fera l'objet d'une information-consultation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail au titre des articles L 2323-28 et L 4612-13 du Code du travail ainsi que du Comité d'Entreprise au titre de l'article L 2323-27 du Code du travail, avant sa mise en place effective.

#### • Règles relatives au recours et à l'indemnisation du chômage partiel

### Article 7-1-5 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié) Chômage partiel

#### > Règles de recours au chômage partiel :

Diverses circonstances exceptionnelles peuvent contraindre l'entreprise à réduire la durée du travail en-dessous de la durée légale, voire même suspendre son activité et donc de recourir au chômage partiel.

Une demande d'indemnisation doit alors être effectuée auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui exerce un contrôle sur les circonstances ayant amené l'entreprise à recourir au chômage partiel et les mesures mises en oeuvre pour réduire ce recours.

C'est pourquoi, les règles suivantes ont été définies en terme de recours au chômage partiel :

60  
FB  
DB  
MSM  
MD  
LH

MS

a) Arrêt planifié :

En cas de baisse de volume, il sera tout d'abord procédé à un changement de cadence des lignes de production (dit changement de « takt-time ») ; ce changement ayant pour objectif de garantir la demande client tout en visant la pérennité de l'emploi, comme cela a été rappelé en préambule.

Puis, en cas d'insuffisance de cette mesure et donc de nouvelle baisse de volume, pour le 1<sup>er</sup> jour, toute équipe de production débutée sera maintenue jusqu'à la fin de son poste ainsi que les 2 équipes suivantes (Recours à des formations de courte durée, activités de 4S, TPM et Communication).

Une demande d'indemnisation au titre du chômage partiel sera effectuée, dès le 2<sup>ème</sup> jour, auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, après information et consultation du Comité d'Entreprise.

b) Arrêt non planifié :

En cas de problème fournisseur (ex : rupture d'approvisionnement...), d'évènement interne (pannes...), d'évènement externe (météo...), l'ordre de recours suivant sera respecté :

1. Pour le 1<sup>er</sup> jour, toute équipe de production débutée sera maintenue jusqu'à la fin de son poste ainsi que les 2 équipes suivantes (Recours à des formations de courte durée, activités de 4S, TPM et Communication)

2. Recours à l'utilisation du compteur HZC dans la limite de moins 35 heures maximum

Les séances de rattrapage de production en lien avec les problèmes fournisseur (ex : rupture d'approvisionnement...), les évènements internes (pannes...), les évènements externes (météo...) générant l'arrêt du site et donnant recours à l'utilisation du compteur HZC seront majorées à 40% au lieu de 25%.

Cf exemples en **Annexe 5**

Le « Toyota Member » pourra également s'il le souhaite utiliser l'ensemble de ses compteurs. Il pourra, à son initiative, avoir recours aux absences autorisées non payées et aux congés sans solde (celui-ci étant alors informé des pertes financières (salaire, intéressement) ).

3. En cas d'insuffisance de l'ensemble des dispositifs énoncés précédemment dans le présent avenant, recours au chômage partiel ou maintien des « Toyota Members » dans l'entreprise.

Ainsi, une demande d'indemnisation au titre du chômage partiel sera effectuée auprès de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, pour l'ensemble de l'effectif, dans les cas de recours prévus par les textes, dès lors que la limite maximale de moins 35 heures du compteur HZC sera atteinte.

> Règles d'indemnisation au titre du chômage partiel :

Dès le premier cas de recours au chômage partiel, et après consultation préalable du Comité d'entreprise, la Direction de T.M.M.F sollicitera la Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en vue de la signature d'une convention d'activité partielle de longue durée (APLD), pour une durée de 3 mois renouvelable.

La signature d'une telle convention garantit aux « Toyota Members » le versement d'une indemnisation au moins égale à 75% de la rémunération brute servant d'assiette au calcul de l'indemnité de congés payés.

Le « Toyota Member » aura la possibilité de compléter l'indemnisation afin de maintenir la totalité de sa rémunération en utilisant ses compteurs RCR (repos compensateur de remplacement) , HZI, CET (compte épargne temps) et Congés Payés.

MS

GD  
FD  
PB  
LW  
11 DB  
MSH  
TD

De même, il sera possible d'étaier sur une durée de 12 mois la différence entre la rémunération habituellement perçue par le « Toyota Member » et l'indemnisation à 75% au titre du chômage partiel.

L'ensemble des règles relatives au recours et à l'indemnisation du chômage partiel sera susceptible d'être révisé, dans le cas d'une évolution de la réglementation en la matière plus favorable au « Toyota Member ».

#### Article 4 Heures excédentaires en fin de poste

Articles 6-6-1 et 6-6-1-1 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié) Rattrapage de production en fin de poste

##### >En configuration 3 équipes de production :

En cas de samedi travaillé, les heures excédentaires pour l'équipe du matin sont limitées à 150 minutes maximum par semaine. Pour le poste de travail du vendredi, les heures excédentaires pour l'équipe du matin sont limitées à 30 minutes maximum.

En cas de samedi non travaillé, les heures excédentaires pour l'équipe du matin sont limitées à 40 minutes maximum par jour.

En cas de dimanche travaillé à compter de 22H00 ou le lundi à compter de 00H00, les heures excédentaires de fin d'équipe de nuit, du vendredi précédent, seront limitées à 12 minutes.

Ces dispositions s'appliquent aux « Toyota Members » travaillant sur ligne de production.

Pour les « Toyota Members » hors ligne de production, il sera fait appel au volontariat pour étendre la durée de l'« overtime » dans la limite de l'inter-poste et au-delà, en cas de circonstances exceptionnelles (problème de redémarrage en production, problème d'arrivée de l'équipe de production suivante, saturation du plateau repair etc), dans le respect des dispositions des articles 5-6 et 5-7 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant du 11 mars 2005 sur les maxima quotidiens et hebdomadaires ainsi que les temps de repos entre deux séances de travail.

Pour les « Toyota Members » travaillant en Maintenance, la durée de l'« overtime » variera fonction des nécessités de leur activité (dépannage...).

Dans tous les cas, les « Toyota Members » concernés en sont informés à la dernière pause ou au plus tard 2 h avant la fin du poste.

5 minutes de pause seront accordées en cas d'heures excédentaires supérieures ou égales à 30 minutes à la suite d'un poste de 7 heures de travail effectif.

Ce temps de pause sera comptabilisé hors temps de travail effectif et indemnisé au taux horaire qu'il aurait perçu s'il avait effectivement travaillé.

L'entreprise s'engage à communiquer de la façon la plus transparente possible sur la ou les raisons justifiant le recours aux heures excédentaires quotidiennes.

Le Département Planification de production aura pour mission de diffuser un message à l'attention de l'ensemble des members.

Lors de la réunion mensuelle du Comité d'Entreprise, il sera présenté le suivi des heures excédentaires quotidiennes ainsi que le ou les motifs de recours.

Ce point fera également l'objet d'un suivi spécifique lors de la Commission de suivi.

MS

GD

FD

12

DB

HSM

DS

L.H

TD



>En configuration 2 équipes de production :

Les dispositions contenues dans l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 restent inchangées.

#### Article 5 Compte-épargne-temps

Article 7-3-3-1 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié)-Utilisation sous forme de congés

Les dispositions de l'article 7-3-3-1 ci-dessous figurant en italique sont supprimées concernant l'utilisation sous forme de congés du CET.

*A partir de 2001, les demandes d'absence à titre individuel sont examinées lorsque les droits acquis s'élèvent à 3 jours ou 21 heures.*

*L'utilisation à l'initiative de l'intéressé, des droits acquis placés dans le compte épargne temps, ne peut avoir pour effet de ramener le solde positif du compte en dessous de 2 jours ou de 14 heures.*

Les autres dispositions de l'article restent inchangées.

Article 7-3-3-2 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (modifié)-Utilisation à titre exceptionnel

A titre exceptionnel, le "Toyota Member" ou son ayant droit pourra se faire payer complètement ou en partie les droits acquis dans les circonstances suivantes :

- ☐ achat de la résidence principale,
- ☐ mariage du "Toyota Member" ou de ses enfants
- ☐ conclusion d'un Pacs par le « Toyota Member »
- ☐ naissance ou adoption d'un enfant par le "Toyota Member",
- ☐ difficultés financières particulières (surendettement par exemple, situations ayant recueilli l'aval de l'assistante sociale, sous réserve de production d'un justificatif bancaire ou autre),
- ☐ décès ou invalidité de l'intéressé, du conjoint ou d'un ayant droit (2ème ou 3ème catégorie),
- ☐ frais médicaux ou d'hospitalisation importants ( sous entendu lorsque la Prévoyance de l'entreprise ne suffit plus) pour un enfant ou le conjoint ou la personne liée par un Pacs au « Toyota Member », sous réserve de production d'un justificatif.
- ☐ souscription d'un PEE et versements volontaires,
- ☐ Congés Individuel de Formation,
- ☐ Etudes supérieures des enfants,
- ☐ Achat d'un véhicule,
- ☐ Congés sans solde,
- ☐ Lorsque le crédit est supérieur à 10 jours ou 70 heures, la partie du crédit excédant ce montant.

En cas de cessation du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit, le "Toyota Member" ou ses ayants droits peut prétendre au règlement de la totalité de ses droits acquis.

Les droits acquis sont réglés sur la base du salaire de l'intéressé au jour du règlement.

MS

GD

FD

DB

LA

13 DB 11D  
HSM



#### Article 6 Cinquième semaine de congés payés

Article 9-1 de l'accord d'entreprise du 12 janvier 2001 et de l'avenant N°1 en date du 11 mars 2005 (complété)-Congés payés

La cinquième semaine de congés payés est à la disposition de l'entreprise.

Celle-ci s'engage à communiquer l'utilisation ou non de la 5ème semaine de congés payés au Comité d'Entreprise:

- avant le 31 décembre de l'année N, pour 3 des 5 jours de la dite semaine
- avant le 31 mars de l'année N+1, pour les 2 derniers jours de la dite semaine.

#### Article 7 Champ et Date d'application de l'avenant

Le présent avenant concerne l'ensemble des « Toyota Members » en heures (*toute personne ayant signé un contrat de travail avec la société TMMF*) ainsi que les salariés des entreprises de travail temporaire, sous réserve qu'ils soient titulaires d'un contrat de mission d'une durée supérieure à 4 semaines.

Concernant le recours à l'indemnisation au titre du chômage partiel pour les salariés des entreprises de travail temporaire, l'entreprise s'engage à faire part aux entreprises de travail temporaire des demandes d'indemnisation qu'elle initiera, afin que celles-ci, si elles le jugent opportun, puissent effectuer les mêmes démarches pour leurs salariés.

Les dispositions spécifiques au Droit Individuel à la Formation contenues dans le présent avenant s'appliqueront cependant aussi aux « Toyota Members » en forfait jours.

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur aux échéances définies en amont.

Les Organisations Syndicales signataires représentées dans l'entreprise expriment leur adhésion globale à l'avenant et à l'ensemble de ses dispositions.

#### Article 8 Commission de suivi de l'avenant

Une commission de suivi est mise en place. Elle est composée des Organisations Syndicales signataires. La commission de suivi est composée des représentants de l'entreprise et des organisations syndicales signataires, à raison de 2 représentants par organisation.

La commission de suivi se réunira à chaque fin de trimestre à l'initiative de l'entreprise.

Un ou plusieurs signataires peuvent demander l'organisation d'autres réunions en cas de nécessité et à titre exceptionnel.

La commission de suivi a pour rôle de veiller au respect des conditions d'application des dispositions de l'avenant et notamment la gestion des comptes.

Un bilan complet de l'application de cet avenant sera présenté au cours du premier trimestre de l'année N+1 à la commission de suivi afin d'évaluer les aménagements qui s'avèreraient nécessaires.

MS  
GD AD DB LA ID  
14 DB ID  
MSM

#### Article 9 Effets de l'avenant

Les dispositions non concernées par le présent avenant restent en vigueur.

Les dispositions de l'article 1 contenues dans l'avenant N°2 signé en date du 03 juin 2009 continuent de s'appliquer au-delà du 31 décembre 2009.

#### Article 10 Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l'article 11.

#### Article 11 Dénonciation de l'avenant

Le présent avenant, conclu sans limitation de durée, pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties signataires sous réserve de respecter un préavis de 3 mois.

Dans ce cas, la Direction et les Organisations syndicales représentatives se réuniront pendant la durée du préavis pour discuter des possibilités d'un nouvel avenant.

Passé le délai de 3 mois prévu à l'article L2261-9 du Code du travail, l'Entreprise ne sera plus tenue de maintenir les avantages du présent avenant, à compter de l'entrée en vigueur d'un nouvel avenant et à défaut au terme d'un délai d'un an suivant l'expiration du délai de préavis.

#### Article 12 Publicité de l'avenant

Le présent avenant sera applicable le jour suivant les formalités de dépôt prévues à l'article L 2231-6 du Code du travail. La partie la plus diligente doit déposer l'avenant en deux exemplaires à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Valenciennes (une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique) et en un exemplaire au Secrétariat - Greffe du Conseil des prud'hommes de Valenciennes.

MS

LD

JB  
FD L.A.  
15 DB  
MSM MD

Fait à Onnaing, en 10 exemplaires

le 14 octobre 2009

**Pour la Direction**

Makoto SANO

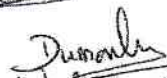


**Pour la CFDT**

Denis BALT



Maryline DUMOULIN



Hakim Saïd LALAOUI



Jean-Marie MERCIER

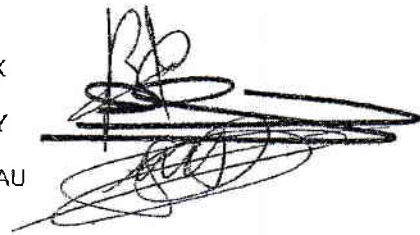


**Pour la CFE-CGC**

Dominique BISIAUX

Grégoire DECHILLY

Fabrice DUCHATEAU



**Pour la CGT**

Eric PECQUEUR

Daniel RAQUET

Walter WINTENBERGER

**Pour FO**

Brahim ARABEN

Fabrice CAMBIER

Joël COUSIN

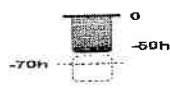
## ANNEXE 1 TRAITEMENT DES COMPTEURS NEGATIFS 2008

Exemples :



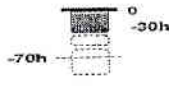
31/12/2008

20h au-delà de la limite permise par l'accord actuel



2009  
Etat du compteur  
avant signature

40h d'heures supplémentaires ont permis au membre de remonter son compteur



2009  
Après application  
de la proposition

Les 20h de dépassement à fin 2008 sont recreditées au membre



31/12/2008

50h au-delà de la limite permise par l'accord actuel



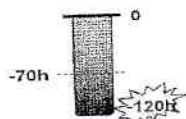
2009  
Etat du compteur  
avant signature

70h d'heures supplémentaires ont permis au membre de remonter son compteur



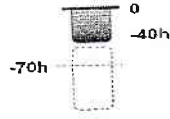
2009  
Après application  
de la proposition

Les 50h de dépassement à fin 2008 sont recreditées au membre



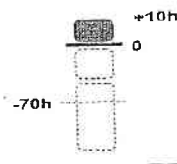
31/12/2008

50h au-delà de la limite permise par l'accord actuel



2009  
Etat du compteur  
avant signature

80 h d'heures supplémentaires ont permis au membre de remonter son compteur



2009  
Après application  
de la proposition

Les 50h de dépassement à fin 2008 sont recreditées au membre

MS

60

DB  
F9  
MSM LA  
17 DB RD

## ANNEXE 2 TABLEAU D'EQUIVALENCE JOURS-HEURES

1 journée de CP = 7 h / 151.67 h (horaire temps plein) X horaire mensuel contractuel du salarié.

Exemples :

Pour un « Toyota Member » travaillant à temps plein :  $7 / 151.67 \times 151.67 = 7$  heures

Pour un « Toyota Member » travaillant à 50 % :  $7 / 151.67 \times 75.84 = 3.50$

Pour un « Toyota Member » travaillant à 80 % :  $7 / 151.67 \times 121.34 = 5.60$

Pour un « Toyota Member » travaillant en VSD ou SDL :  $7/151,67 \times 126,75 = 5,85$

M.S

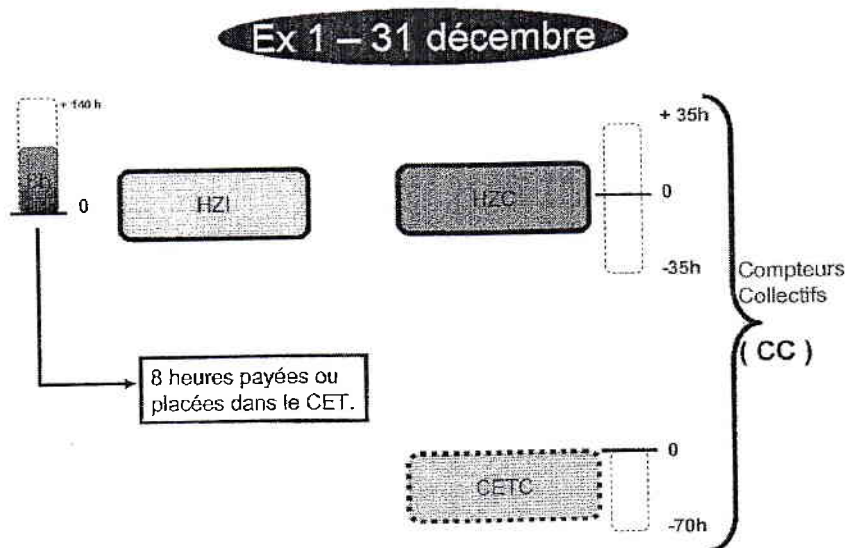
GD

- FD VB  
MSM L.H  
18 DB MD

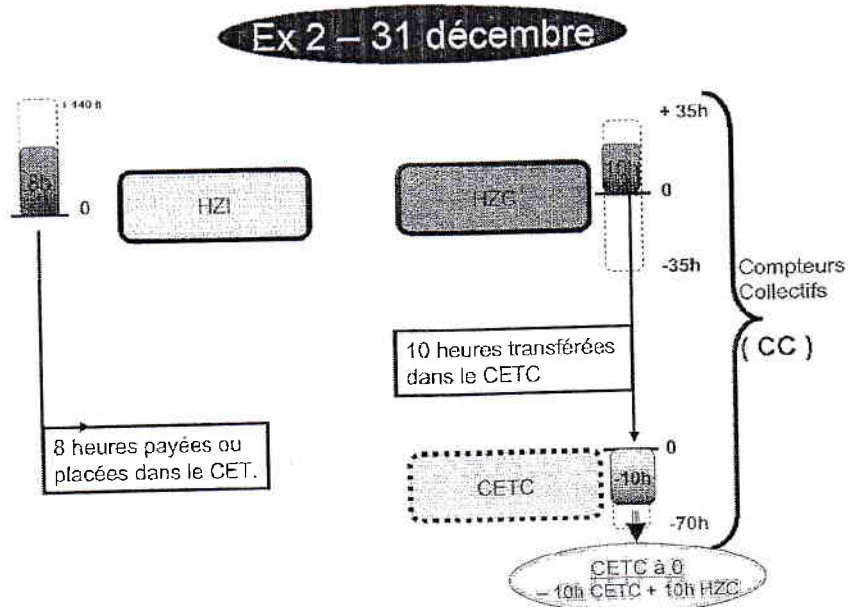


# ANNEXE 3 EXEMPLES D'UTILISATION DES COMPTEURS EN FIN D'ANNEE

Exemple N°1 :



Exemple N°2 :



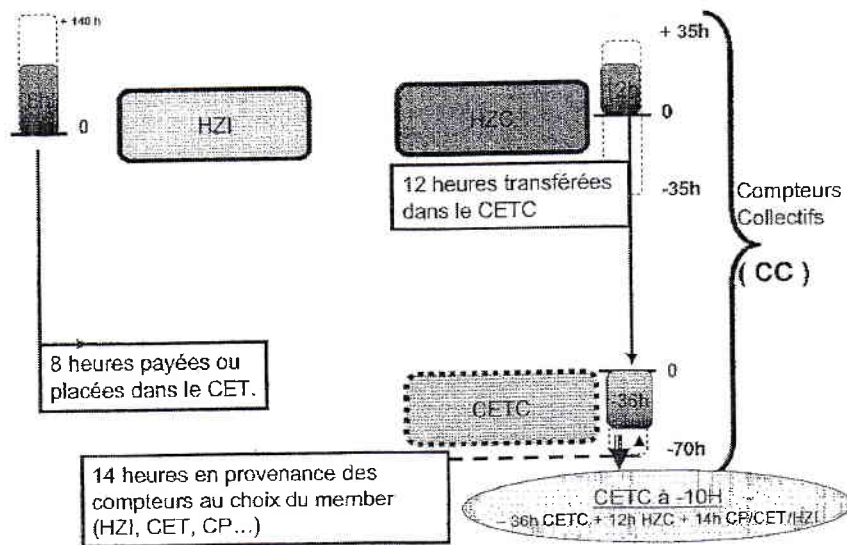
GD

FD DB  
MSM LH  
19 DB TD

MS

Exemple N°3

Ex 3 – 31 décembre



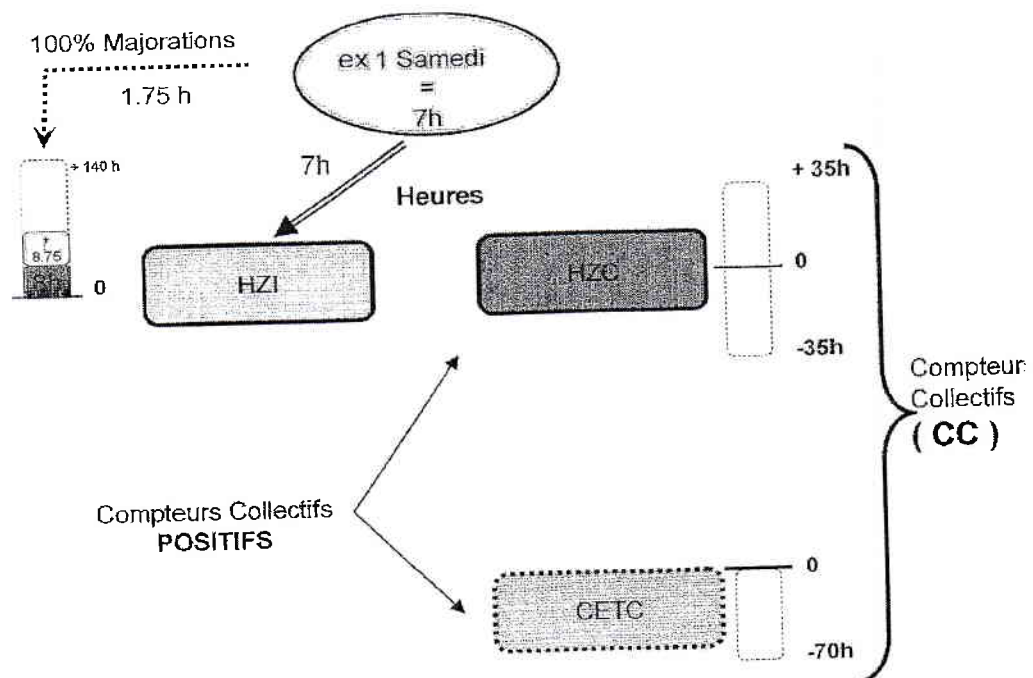
MS

GD

FD DB  
MSM LA  
20 DB MD

# ANNEXE 4 EXEMPLES DE FONCTIONNEMENT DES COMPTEURS HZC, HZI et CETC

## Exemple N°1

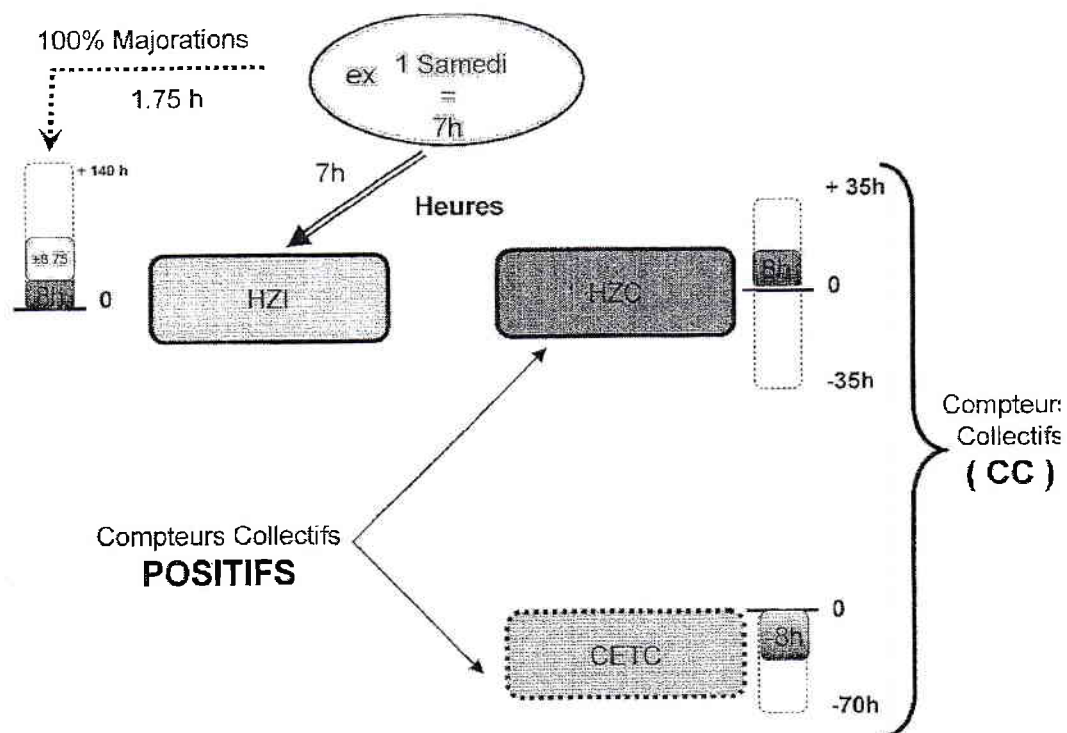


M.S

GD

F1 DB  
21 DB L-H  
MSM TD

Exemple N°2

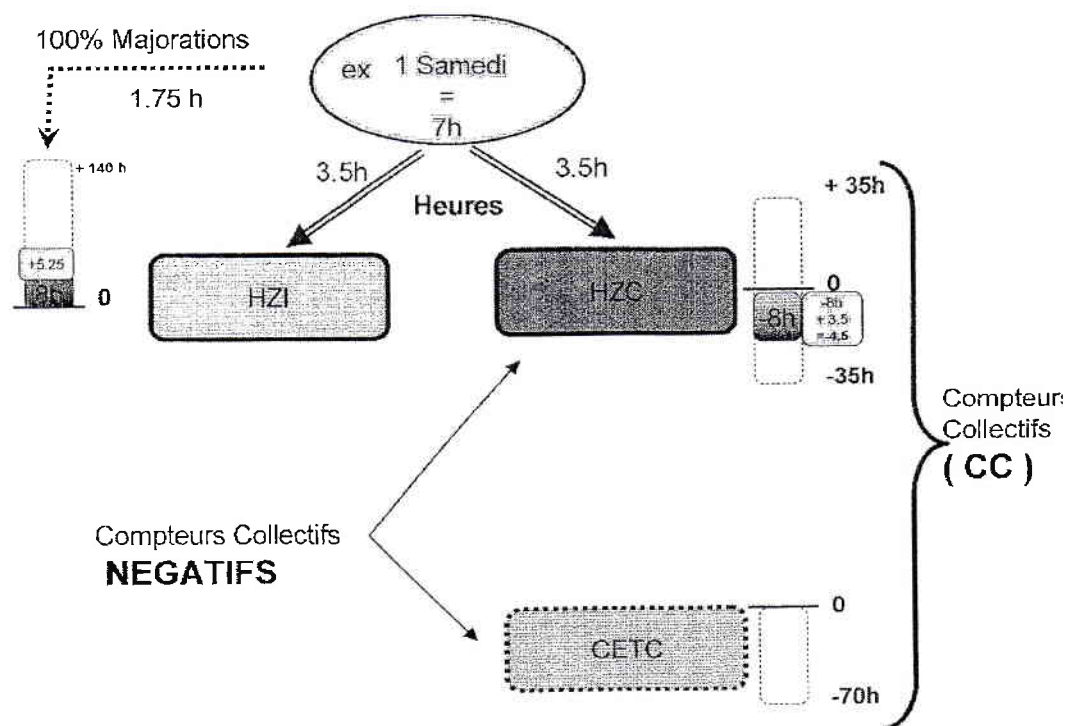


MS

60

FD DB  
L.H.  
22 DB  
MSM VD

Exemple N°3



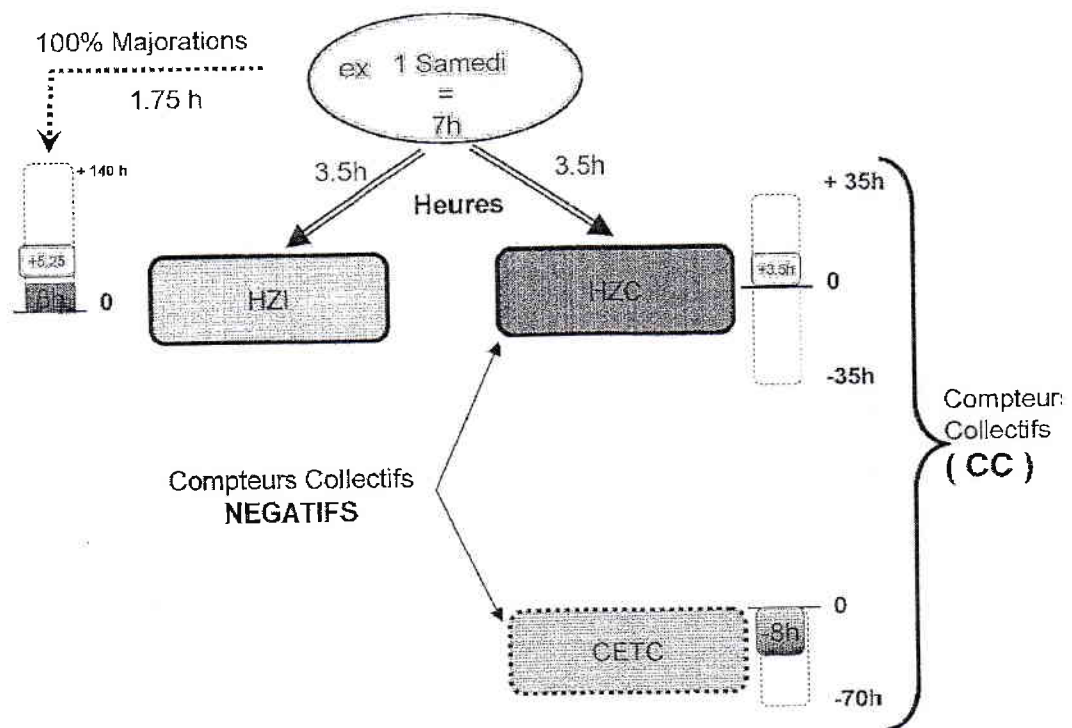
Mys

GD

FD DB  
L.H  
MSM  
23 DB 7D



Exemple N°4



MS

GD

FD DB  
MSA LH  
24 DB TD